

# NOUVELLES TELEVISIONS NUMERIQUES

<b>Réponse du multiplex R2 – NTN à la consultation publique de l'ARCEP sur le projet de décision d'analyse de marché sur le marché de gros amont des services de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels</b>
---

NTN se réjouit de cette nouvelle consultation lancée par l'ARCEP sur son projet de décision et nous avons dans ce cadre le plaisir de vous communiquer notre contribution.

Comme indiqué dans notre réponse à la précédente consultation de l'Autorité sur le sujet, une concurrence active sur le marché de gros amont des services de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels est vitale pour les chaînes que nous représentons.

En effet, la diffusion terrestre hertzienne pour les chaînes du R2 représente des coûts non négligeables dans nos modèles économiques :

- Ces coûts dépassent largement les hypothèses initiales budgétées au moment du lancement de la TNT,
- Les budgets de diffusion globaux restent en progression constante tandis que les coûts unitaires par site ne baissent pas encore de façon significative, malgré la concurrence installée et la régulation active des services de l'Autorité.

Dans ce cadre, les motifs d'inquiétude restent à ce jour nombreux :

- TDF est en position dominante sur le réseau principal,
- Les tarifs d'hébergement sur le réseau principal ne baissent pas,
- TDF reste incontournable sur le réseau secondaire où la concurrence peine à s'installer.

Dans les prochaines années, nous pouvons espérer une réduction substantielle de nos budgets de diffusion via notamment :

- La stabilisation technique de notre réseau à partir de 2014,
- Les gains de productivité des opérateurs,
- Les phases de négociation à venir sur le réseau secondaire,
- La mutualisation avec de nouveaux multiplex (R7/R8).

Ces économies ne pourront être réalisées qu'au travers d'une concurrence saine et active que seule l'Autorité permettra de garantir au travers de la régulation de ce marché.

Par ailleurs, la diffusion hertzienne terrestre (TNT) est une plateforme de diffusion incontournable pour nos chaînes :

- Elle est historiquement la plateforme la plus utilisée en France et bénéficie aujourd'hui du parc initialisé le plus important :
  - Plus de 62 % des foyers reçoivent la télévision via la TNT (source CSA – Observatoire de l'équipement des foyers pour la réception numérique S1 2011)
- Elle peut être reçue sur un nombre illimité de poste de télévision dans un même foyer,

- Elle représente à ce jour pour les foyers français le moyen le plus économique pour recevoir une offre de chaîne élargie,
- Elle couvre de façon homogène plus de 95% de la population avec une qualité optimale.

**Ainsi, nous nous réjouissons de l'orientation prise par l'Autorité, à savoir la poursuite de la régulation sur le cycle 2012 – 2015.**

Compte tenu des perspectives d'évolutions structurantes d'ici à 2015 sur le marché de la diffusion hertzienne numérique, NTN avait recommandé un maintien de la régulation actuelle avec un renforcement de certains dispositifs :

- L'extension des marchés pertinents au marché aval,
- Une structure plus claire et transparente des offres de TDF, compréhensible par tous,
- La construction de tarifs site à site (et non par groupement de sites),
- Une régulation renforcée sur les sites répliquables via notamment une orientation vers les coûts de tous les sites non répliqués à ce jour,
- La régulation des prestations de modifications de configurations techniques dans la continuité des contrats (réaménagements, augmentations de puissances etc.),
- Une souplesse dans les durées d'engagements contractuels,
- Une diminution progressive des tarifs, en cours de contrat, en fonction de la mutualisation des infrastructures.

Dans ce cadre, les grandes orientations prises par l'Autorité dans son projet de décision nous semblent tout à fait adaptées.

- La pertinence d'une régulation du marché de gros amont de la diffusion par voie hertzienne terrestre est tout à fait révélée par le test des trois critères définis par la Commission européenne. De même le fait que la société TDF exerce de manière durable une influence significative sur le marché n'est plus à prouver.
- La définition du marché pertinent, telle que proposée par l'Autorité, permettra de maintenir une concurrence saine et efficace sur ce marché ; elle nous semble complète et prendre en compte les évolutions technologiques.
- Les obligations non tarifaires avec notamment l'ouverture de la régulation à des offres « outdoor » et la prise en compte de la multiplication des systèmes antennaires alternatifs, nous semblent être des avancées intéressantes dans la régulation qu'il conviendra de challenger dans le prochain cycle après avoir obtenu un premier retour d'expérience.  
L'obligation de transparence sur la publication des offres techniques et commerciales lors d'évolutions et en particulier l'obligation de publier les offres annuellement à une date fixée offrira aux multiplex et aux diffuseurs alternatifs davantage de visibilité.  
En complément nous regrettons que la notion de souplesse dans les durées d'engagements contractuels n'apparaisse pas dans votre projet de décision. Par ailleurs, l'annexe 1 ne reprend pas les prestations de modifications de configurations techniques dans la continuité des contrats notamment les changements de canaux.
- Concernant les obligations tarifaires et la construction des tarifs de TDF, nous nous réjouissons de la mise en place par l'ARCEP d'un modèle des coûts de télédiffusion exogène. De même, l'encadrement et la matérialisation des notions de « tarifs d'éviction » et de « tarifs excessifs » sont primordiaux afin de permettre une régulation plus fine. Concernant la notion de non excessivité des tarifs, la référence à date serait les prix proposés par TDF en 2011. Il nous semblerait primordial en parallèle de challenger ces prix dits de référence avec le nouveau modèle de coût défini par l'Autorité.

Ce système permettrait de s'assurer que l'ensemble de la régulation proposée par l'ARCEP repose sur les mêmes bases *in fine* et que la référence de départ utilisée est viable. Nous pourrions ainsi mieux visualiser les futurs effets bénéfiques de la mutualisation des infrastructures via notamment l'arrivée prochaine des multiplex R7 et R8.

Nous regrettons vivement cependant la non extension de la liste des sites non répliquables même si nous notons le renforcement de la régulation pour les sites non répliqués à ce jour.